

HRW rappelle le meurtre d'un agent rwandais de Transparency International

Human Rights Watch, 21 juillet 2014 Un meurtre passé sous silence au Rwanda Les détails de la mort de Gustave Makonene (photo) sont atroces. Son corps a été retrouvé près du lac aux abords de la ville de Rubavu, dans le nord-ouest du Rwanda, le 18 juillet 2013. Le rapport médical de la police a indiqué qu'il a été étranglé. Les témoins qui ont vu son corps ont donné à Human Rights Watch des détails plus précis. Ils pensaient que son corps avait pu être jeté d'une voiture sur une route au-dessus du lac et qu'il aurait terminé son affaire contre un grand arbre ayant bloqué sa chute dans l'eau. Il y avait une corde autour de son cou. L'une des premières personnes à avoir vu le corps de Makonene a déclaré à Human Rights Watch que les passants avaient peur de s'approcher. « Les gens étaient choqués », a-t-il affirmé. « On ne comprenait pas pourquoi cela s'était passé. »

Gustave Makonene était le coordinateur du Centre de plaidoyer et de consultation juridique de Transparency International Rwanda à Rubavu. Jusqu'à sa mort, il n'a pas eu une grande visibilité publique. Il faisait simplement son travail, recevant des dossiers et enquêtant sur des affaires pour l'organisation anticorruption. Certaines des affaires récentes qu'il avait traitées auraient impliqué des allégations de corruption par des membres de la police. Sa mort brutale et inexplicable a brièvement placé Makonene sous les projecteurs. Mais dans un court laps de temps, plus personne n'en parlait et il semblait que la question avait été oubliée. Quand Human Rights Watch a commencé sa enquête sur l'affaire et a publié un communiqué de presse, la réaction que nous avons rencontrée était, au mieux, une occupation passive. Plus souvent, il y a eu un silence préoccupant et étouffant. Le gouvernement allemand devrait montrer l'exemple et demander que la justice soit rendue pour le meurtre de Makonene. Non seulement l'Allemagne est un important bailleur de fonds et un pays ami de longue date du Rwanda, mais elle abrite également, à Berlin, le siège de Transparency International. L'Agence de développement allemande (Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit, GIZ) soutient Transparency International Rwanda, de sorte que le meurtre d'un de ses employés devrait la concerner directement. Un an plus tard, de nombreuses questions restent toujours sans réponse au sujet de la mort de Makonene et du motif de son meurtre. À ce jour, les enquêtes officielles n'ont pas fait la lumière sur les circonstances de sa mort. Peu de temps après le meurtre, la police a arrêté quatre personnes, mais elles ont été libérées pour manque de preuves. Il n'y a pas eu d'autres arrestations. En janvier 2014, des autorités judiciaires rwandaises ont déclaré à Human Rights Watch qu'il n'y avait pas eu de progrès dans leurs enquêtes, mais que l'affaire était toujours ouverte. Récemment, le ministre de la Justice a indiqué à Human Rights Watch que des enquêtes sont en cours et que de nouvelles informations ont été transmises par la police, mais n'a pas fourni d'autres détails. À l'issue d'une tournée fortuite de l'enquête, ces questions continueront de hanter la famille et les amis de Makonene. Mais il existe d'autres questions tout aussi troublantes. Pourquoi les médias et les organisations indépendantes du Rwanda ont-ils été aussi silencieux concernant ce meurtre et que signifie ce silence pour les quelques militants de droits humains et anti-corruption restant dans le pays ? En raison de plusieurs années d'intimidation et de harcèlement de la part du gouvernement, les organisations non gouvernementales indépendantes du Rwanda sont extrêmement affaiblies. Le mur du silence autour du meurtre de Makonene reflète une crainte plus large de s'exprimer sur des affaires politiquement sensibles. Les médias rwandais, dominés par la presse et la radio pro-gouvernementales, sont tout aussi réticents à rendre compte de ces cas. En conséquence, le meurtre de ce militant anticorruption est quasiment passé inaperçu. Presque personne n'en avait entendu parler, ni à l'intérieur ni à l'extérieur du Rwanda. Cela contraste avec le Burundi voisin, par exemple, où cinq ans après le meurtre du militant anticorruption Ernest Manirumva, les organisations non gouvernementales continuent à organiser des manifestations publiques chaque année pour commémorer l'anniversaire de sa mort, tiennent des conférences de presse et mobilisent un soutien international en dépit de harcèlement et de menaces répétées de la part des agents de l'État. Les amis et les collègues de Manirumva ne s'arrêteront pas tant que la justice n'aura pas été rendue. Leurs homologues au Rwanda sont introuvables. Quand un militant anticorruption est violemment tué dans n'importe quel pays, la sonnette d'alarme devrait être tirée. Mais les organisations de défense des droits humains et les journalistes au Rwanda ont été tellement intimidés au cours des années qu'aucun d'entre eux n'ose plus faire campagne publiquement sur les violations de droits humains, ni à plus forte raison n'effectue un travail en profondeur sur la corruption. Le silence autour de la mort de Makonene en dit long. Le parquet rwandais devrait recentrer ses efforts sur cette affaire, non seulement afin de rendre justice à la famille de Makonene mais également pour rassurer les quelques militants restants du Rwanda. Au niveau international également, il existe une responsabilité de s'assurer que cette affaire ne soit pas oubliée. Si les voix locales au Rwanda ont été réduites au silence, les voix internationales doivent s'élever à leur place. La sécurité des autres militants rwandais en dépend. Le premier anniversaire de la mort de Makonene est un moment opportun pour que le gouvernement allemand exprime cette préoccupation publiquement, et demande aux autorités rwandaises de redoubler d'efforts pour que les meurtriers soient traduits en justice.